

# « Que se passe-t-il au Venezuela ? » par Craig John Murray

Publié par Venezuela infos dans État Communal, comités populaires d'approvisionnement, commune, Crime de guerre/crime contre l'humanité, Critique populaire, défense nationale, démocratie participative, déstabilisation et violences de la droite, Droit international, Entreprise de propriété sociale, Etats-Unis, Formation intégrale / formation sociopolitique, Guerre économique, histoire de la révolution bolivarienne, impérialisme, Médiamentonges / désinformation / propagande, Nationalisation, Privatisation, Nationalisme/Patriotisme, politique économique, politique pétrolière, socialisme, souveraineté, souveraineté alimentaire

Alors que je quittais l'Université des Communes de Tocuyito, après une visite joyeuse et enrichissante, un jeune professeur à l'air sérieux, s'approcha de moi et me prit à part. À voix basse, il me demanda ce qui allait se passer. Plusieurs étudiants étaient terrifiés à l'idée d'un changement de régime et craignaient, eux qui étaient considérés comme de jeunes leaders socialistes du mouvement communal, d'être emprisonnés, torturés et exécutés.



*Photo : avec  
des  
étudiant.e.s  
participant à  
un projet  
agricole de  
l'auto-  
gouvernement  
communard  
de Vittoria*



Ce fut un retour brutal à la réalité après une journée formidable dans cette jeune université qui forme les communard.es sur les territoires de leurs autogouvernements, en fonction de leurs besoins. Mais c'est quelque chose de bien réel. J'avais rencontré des diplomates sérieux et professionnels du ministère des Affaires étrangères qui savaient précisément dans quelle partie des montagnes ils se réfugieraient, armés de fusils d'assaut, si la droite arrivait au pouvoir, et se résignaient à une vie de guérilla, emportant avec eux leurs conjoints et leurs enfants. Je n'ai rencontré personne qui doute qu'un changement de régime à Caracas entraînerait des massacres immédiats de militants de gauche et une longue guerre civile.

Presque tout ce qu'on vous raconte en Occident sur le Venezuela est faux, et le plus gros mensonge est de prétendre que Machado, Guaidó et leurs alliés sont démocrates ou libéraux. Ils ne le sont pas, et ils ont des liens familiaux et politiques directs avec les régimes meurtriers soutenus par la CIA qui ont précédé l'arrivée au pouvoir de Chávez. Ils ont aussi de nombreux comptes à régler : la famille de Machado, pour ne citer qu'un exemple, contrôlait le secteur de l'électricité avant sa nationalisation par Chavez.

Un très grand nombre des « prisonniers politiques » qui préoccupent tant l'Occident ont

été impliqués dans des tentatives de coup d'État militaire ou d'insurrection violente, dont la tentative grotesque de Guaidó en 2019 n'était que la plus médiatisée. Après les élections contestées de 2024, nombre de ces prisonniers brandissaient des armes dans les rues. J'ai rencontré les familles de trois jeunes hommes qui m'ont expliqué que leurs fils avaient été manipulés et poussés à descendre dans la rue armés, et qu'ils espéraient être libérés grâce à l'amnistie en cours.

Les sanctions ont engendré de graves difficultés économiques, affectant la popularité du gouvernement. Cependant, il est erroné de confondre le mécontentement envers le gouvernement Maduro avec un soutien à Machado : ce soutien ne se sent quasiment nulle part dans le pays, malgré tous les efforts déployés. Le fait que Machado ne dispose pas du soutien interne nécessaire pour diriger le pays est l'une des rares affirmations vraies de Trump (<https://www.theguardian.com/world/2026/jan/06/venezuela-opposition-maria-corina-machado-setback-trump>). L'alternative à un gouvernement socialiste est le chaos.

Delcy Rodríguez doit donc maintenir le Parti Socialiste Unifié du Venezuela ([https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=http://www.psu.org.ve/&ved=2ahUKEwjZ\\_t2dkcuTAxVdlmoFHZxfDrsQFnoECA4QAQ&usg=AOvVaw2hAvcS61](https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=http://www.psu.org.ve/&ved=2ahUKEwjZ_t2dkcuTAxVdlmoFHZxfDrsQFnoECA4QAQ&usg=AOvVaw2hAvcS61)) (principal parti chaviste, NdT) au pouvoir, sous peine de voir ses partisans massacrés et le début d'une guerre civile. Parallèlement, elle doit faire face à l'affirmation colonialiste flagrante du contrôle des États-Unis sur les biens et les finances du Venezuela, tout en apaisant l'irascible et irrationnel Trump.

Soyons clairs. Je me suis entretenu personnellement avec les proches du président Nicolás Maduro. J'ai parlé avec Francisco Torrealba, qui avait succédé il y a des années à Maduro à la tête du Syndicat des travailleurs des transports et qui a également occupé son siège à l'Assemblée nationale. J'ai parlé au fils de Maduro, également prénommé Nicolás. Aucun d'eux ne croit une seule seconde que Delcy Rodríguez ait été impliquée de quelque manière que ce soit dans l'enlèvement de Nicolás et Cilia Maduro.

Pourquoi presque tout le monde en Occident croit-il à une version des faits à laquelle personne au Venezuela ne croit, et dont je suis absolument certain qu'elle est fausse ?

Cette version des faits vous a été imposée par la guerre psychologique du « changement-de-régime-réussi » que l'Empire a déployée dans les médias et réseaux dès les premières secondes qui ont suivi l'agression militaire, afin de dénigrer le chavisme et de démobiliser la solidarité internationale. Trump a discrédité Delcy Rodríguez en la couvrant d'éloges et en affirmant qu'elle était son choix. La réalité est tout autre : en tant que vice-présidente de Maduro, elle assume de facto les fonctions de présidente, comme l'a confirmé la Cour suprême vénézuélienne. Une opération concertée de briefings aux journalistes, menée par l'administration Trump, les services de sécurité et des Vénézuéliens proches de Machado à Miami, a consisté à présenter aux médias, de manière coordonnée, un récit détaillé des négociations entre Delcy, son frère Jorge et les états-uniens, en vue d'une stratégie de réforme économique incluant la destitution de Maduro.

J'ai relu de nombreux articles (<https://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/venezuela/article312516272.html>) qui reprennent (<https://www.telegraph.co.uk/world-news/2026/01/04/secret-meetings-point-to-inside-job-to-take-down-maduro/>) ce récit (<https://www.ft.com/content/4b87b114-1d16-46ea-ab75-cb511d441431?syn-25a6b1a6=1>), et tous proviennent manifestement de sources à Washington. C'est un récit que les États-Unis s'efforcent de vous imposer avec une extrême diligence.

On peut se demander : si Delcy est réellement une marionnette de l'Occident, pourquoi l'establishment occidental tient-il tant à vous le faire savoir ? Dans tous les autres cas, comme celui des monarchies du Golfe ou du syrien al-Jolani, ils s'empressent de propager le mythe selon lequel leurs marionnettes ne le sont pas. Notons aussi que l'ambassadrice états-unienne Laura Dogu fraîchement nommée à Caracas, a dans ses postes antérieurs (Nicaragua, Honduras) travaillé à la déstabilisation des gouvernements en place...

Mon adage, selon lequel si un gouvernement tient absolument à ce que vous sachiez quelque chose, c'est probablement que ce n'est pas vrai, se vérifie ici. Trump veut que l'on sache que Delcy Rodríguez est sa marionnette car cela fait partie de son récit de victoire, de la fausse histoire de sa grandeur. Il s'agit également de diviser et d'affaiblir le mouvement socialiste au Venezuela.

Il faut se pencher sur la nuit du 3 janvier, jour de l'enlèvement de Maduro. Un fait essentiel, une fois de plus, est tout simplement occulté par le récit occidental. C'est Nicolás Maduro qui a ordonné aux militaires de ne pas combattre en cas de tentative d'assassinat. En réalité, il savait qu'un tel événement était imminent, même s'il ignorait la date précise.

La principale préoccupation de Maduro était d'éviter une guerre entre le Venezuela et les États-Unis, une guerre qui aurait dévasté ce pays pacifique.

Il est important de noter que Maduro suivait consciemment le modèle de son mentor, le président Hugo Chávez, dont l'enlèvement avait été perpétré lors d'un coup d'État orchestré par la CIA en 2002 (<https://www.theguardian.com/world/2002/apr/21/usa.venezuela>). (Ce lien nous rappelle douloureusement qu'il existait autrefois un journal du Guardian and Observer qui n'avait pas été capturé par les services de sécurité). Suite à l'insurrection armée de l'opposition le 11 avril 2002, au cours de laquelle 19 partisans de Chávez furent massacrés et 150 blessés, un coup d'État militaire entraîna l'enlèvement du président Chávez, qui fut transporté sur l'île de La Orchila à bord d'un avion affrété par la CIA.

Le chef de l'opposition, Pedro Carmona, prêta serment comme président devant les militaires et fut immédiatement reconnu par le régime Bush à Washington. Il annonça l'abrogation immédiate de toutes les réformes de Chávez. Cependant, le peuple et la majeure partie des forces armées se soulevèrent contre les conspirateurs et, après seulement 48 heures, reprirent le pouvoir. Chávez est revenu au pouvoir. C'est le point de départ du brillant documentaire irlandais « La révolution ne sera pas télévisée » (<https://www.youtube.com/watch?v=iH5nzZU0qCc>) ([http://savefrom.net/?url=https%3A%2F%2Fwww.youtube.com%2Fwatch%3Fv%3DiH5nzZU0qCc&utm\\_source](http://savefrom.net/?url=https%3A%2F%2Fwww.youtube.com%2Fwatch%3Fv%3DiH5nzZU0qCc&utm_source) (qui, naturellement, n'a jamais été diffusé à la télévision).

L'élément essentiel à comprendre est que, chose remarquable, Chávez n'a exécuté aucun des putschistes, pas même les militaires. En réalité, les poursuites furent rares, les peines de prison étonnamment légères et nombre d'entre eux, y compris le « président » Carmona, furent autorisés à s'exiler. Les peines les plus longues furent infligées à ceux qui avaient réellement participé au massacre du 11 avril. Chávez accorda une amnistie générale en décembre 2007.

La même tolérance étonnante fut manifestée envers Juan Guaidó, la marionnette de l'Occident qui tenta un coup d'État militaire grotesque le 30 avril 2019. Bien que son coup d'État ait été un échec lamentable et qu'il n'ait rallié que 50 déserteurs militaires, il causa néanmoins la mort de quatre personnes et en blessa 230.

Là encore, la réaction du gouvernement socialiste fut d'une clémence stupéfiante. Personne ne fut exécuté. Les accusés bénéficièrent de procès équitables et les peines de prison furent étonnamment légères, même pour les personnes reconnues coupables de trahison. Il convient de souligner que le nombre de personnes jugées et les peines prononcées étaient nettement plus clémentes que celles infligées lors des manifestations de 2021 au Capitole de Washington.

Un groupe de trente personnes réfugiées à l'ambassade du Brésil de Bolsonaro a été autorisé à quitter le pays pacifiquement. Guaidó n'a jamais été arrêté et a pu circuler librement dans le pays pendant des années, se prétendant président, jusqu'à ce qu'il soit inculpé par le gouvernement colombien pour entrée illégale sur le territoire en 2023.

Le refus des socialistes de verser le sang n'a jamais trouvé d'écho à droite. La grande majorité de ces « prisonniers politiques » dont on entend constamment parler étaient impliqués dans ces tentatives d'attentats, ou dans toute une série d'autres, moins connues, ou encore dans les liens bien réels de l'opposition avec le trafic de stupéfiants et le crime organisé.

Ce qui me surprend, ce n'est pas l'autoritarisme revendiqué par le gouvernement socialiste, mais au contraire son incroyable clémence envers la droite face aux tentatives de coup d'État répétées, souvent armées et commanditées par la CIA. Il suffit d'imaginer comment un gouvernement de droite latino-américain réagirait face à des tentatives de coup d'État armées et répétées de la gauche pour comprendre à quel point cette retenue a été extraordinaire. L'absence de violence ou de vengeance a toujours caractérisé la réaction de la Révolution bolivarienne aux tentatives de coup d'État de droite. Bien que cette attitude soit admirablement fondée sur des principes, je ne suis même pas certain que ce degré extrême de tolérance soit judicieux.

C'est dans le contexte de cette réticence socialiste de longue date à recourir à la violence qu'il faut interpréter la décision de Maduro d'éviter l'affrontement avec une force supérieure et le massacre qui aurait suivi, en cas d'enlèvement par les états-unis. Ce gouvernement ne se contente pas d'utiliser des slogans révolutionnaires, il les met en pratique, et la « paix » – un mot qui revient dans toutes les conversations – en est un élément clé. Maduro espérait sans doute que la solidarité nationale l'obligerait à revenir rapidement, comme ce fut le cas pour Chávez. Il est peu probable qu'il ait imaginé que Trump se contenterait – inutilement – de le destituer et de maintenir son gouvernement au pouvoir.

Plusieurs sources m'ont confirmé que les forces vénézuéliennes avaient reçu l'ordre de se retirer. Je me suis rendu sur les lieux, à Fuerte Tiuna, où la jeune lieutenant Alejandra del Valle Oliveros Velásquez, âgée de 23 ans, (photo) a refusé d'obéir à cet ordre et a continué à monter la garde, arme au poing, devant un poste de communication stratégique situé au sommet d'une colline. Elle a été tuée lorsque celui-ci a été touché par des missiles états-unis.



C'est un point également absent du récit occidental des événements militaires. La posture défensive du Venezuela est désespérément obsolète à l'ère des missiles de précision. Ses installations radar et ses batteries antiaériennes sont très visibles, perchées sur des collines dégagées, et non dissimulées dans des bunkers fortifiés. Ses troupes sont logées dans des casernes à ciel ouvert, à l'instar des gardes cubains assassinés inutilement.

L'indignation suscitée par l'assaut états-unien totalement injustifié a restauré un sentiment d'unité nationale indispensable au Venezuela. Au lendemain de l'élection présidentielle contestée de juillet 2024, de nombreux partisans du gouvernement, y compris certains membres du pouvoir, reconnaissent que la vague d'arrestations a dépassé les bornes. Cet abus de pouvoir a nui à l'autorité morale du gouvernement dans le pays et a fourni de précieux arguments de propagande à ses détracteurs à l'étranger.

Il n'y a pas eu de distinction suffisante entre manifestants armés et non armés, et si beaucoup estiment que des mesures d'urgence étaient essentielles pour prévenir des violences anarchiques immédiates, il est généralement admis que de nombreuses incarcérations ont duré bien trop longtemps.

Reconnaître cela ne signifie pas accepter les chiffres gonflés et la méthodologie politisée promus par des ONG financées par l'Occident, telles que Foro Penal et leurs partenaires internationaux (*Amnesty, HRW, etc.*). Ces décomptes amalgament systématiquement les véritables dissidents avec les comploteurs armés, les participants à des tentatives d'insurrection violentes et les criminels avérés – dont beaucoup brandissaient des armes ou étaient liés à des réseaux putschistes.

Les chiffres gonflés par les ONG ne relèvent pas d'une surveillance neutre des droits humains ; ils s'inscrivent dans une opération de guerre de l'information de longue date, généreusement financée par les mêmes gouvernements et fondations qui soutiennent depuis des années les tentatives de changement de régime au Venezuela. Leur indignation sélective et le gonflement constant du nombre de « prisonniers politiques » servent un objectif politique clair : délégitimer le processus bolivarien et justifier une ingérence extérieure.

Il est essentiel d'élargir le contexte. Ces arrestations ne sont pas apparues *ex nihilo*. Elles ont fait suite à des années de difficultés économiques dues aux sanctions, à des tentatives répétées de l'opposition de subvertir l'ordre constitutionnel par la violence de rue, à des perturbations électorales tant physiques qu'électroniques, et à des résultats électoraux falsifiés ou manipulés de manière sélective par l'opposition. La réaction a été brutale, mais elle s'est déroulée dans un contexte de menaces sécuritaires bien réelles.

L'affirmation selon laquelle l'opposition aurait remporté 70 % des voix lors des élections de 2024 est tout simplement absurde pour quiconque connaît le Venezuela. Lors de leurs derniers rassemblements électoraux, Maduro a réuni un million de personnes dans les rues de Caracas, contre seulement 50 000 pour l'opposition. Bon nombre des prétendus relevés de machines à voter diffusés par le régime Biden étaient des faux flagrants – avec la même écriture à différents endroits, et de multiples exemples de responsables de bureau de vote ou de représentants de partis signant d'une croix dans un pays où le taux d'alphabétisation est proche de 100 %.

L'opposition a refusé de présenter ces documents à la Cour suprême pour vérification. La vérité est que le processus électoral électronique (que je désapprouve fortement) a été gravement perturbé par un piratage informatique externe, très probablement orchestré par les États-Unis. Le mécontentement populaire face aux conséquences des sanctions économiques était bien réel, et de nombreux observateurs avertis estiment que les élections ont été serrées. Il sera impossible de connaître le véritable résultat. Mais les affirmations occidentales concernant un soutien de 70 % à l'opposition sont un pur non-sens.

En réalité, je ne crois pas que ni le gouvernement ni la Cour suprême aient réellement connu le résultat. Personnellement, j'en suis convaincu. Mais c'est une intervention orchestrée par les États-Unis qui a rendu cela impossible.

Le Venezuela est un pays fondamentalement libre. Des gens m'ont critiqué le gouvernement ouvertement et sans crainte, y compris devant une caméra (<https://www.craigmurray.org.uk/archives/2026/03/has-venezuela-abandoned-socialism/>). Il y a eu une manifestation de droite (<https://www.craigmurray.org.uk/archives/2026/02/rival-demonstrations-in-caracas/>) à Caracas il y a quelques semaines. La présence policière était très légère. Les orateurs pouvaient s'exprimer librement – le soutien à Donald Trump était un thème central – et personne n'a été inquiété par la suite. Environ 500 personnes y ont participé. J'ai vu trois ou quatre affiches de l'opposition en ville. Personne ne les retire.

J'ai filmé partout au Venezuela pendant six semaines, et jamais les autorités ou la police ne m'ont demandé mon identité, ni exigé de papiers d'identité. J'ai reçu une autorisation du ministère des Communications, mais personne ne l'a jamais consultée. Personne ne m'a jamais suggéré ce que je devais dire, ni interdit de filmer quoi que ce soit.

J'ai parcouru de nombreuses régions et provinces. Partout, les magasins sont bien approvisionnés et les bars et restaurants fonctionnent normalement. Les gens semblent bien nourris. Je n'ai croisé aucun toxicomane, mendiant ou sans-abri. J'ai vu cinq points de contrôle policiers ou militaires en six semaines : trois à la résidence présidentielle, au quartier général de la police et à l'Assemblée nationale ; un pour un contrôle des pneus et des feux de voiture ; et un à la sortie d'un parc national pour une opération de protection de la faune.

J'ai été assez obsessionnel dans mes observations, car les journalistes occidentaux, à des milliers de kilomètres de distance, mentionnent systématiquement des points de contrôle

policiers et militaires dans leurs descriptions fantaisistes du Venezuela. L'opposition de Machado en a fait un argument de vente, conseillant qu'il n'est pas obligatoire de présenter ses papiers d'identité aux points de contrôle. Il serait d'ailleurs très difficile d'en trouver un où les présenter.

Ce n'est pas un gouvernement répressif. L'atmosphère de répression est totalement absente, car les mécanismes de répression sont totalement inexistantes. La présence policière est discrète. Les gens n'ont pas peur des informateurs. J'ai vu très peu d'armes à feu portées par la police, et aucune arme à feu portée par qui que ce soit d'autre.

Le discours dominant actuellement dans les médias occidentaux – selon lequel toute libéralisation économique ou ouverture pragmatique sous Delcy Rodríguez serait une capitulation soudaine imposée par la pression de Trump – est tout simplement faux. Nicolás Maduro lui-même avait initié des processus de libéralisation économique des années auparavant, en réponse directe à l'écrasante pression des sanctions, afin de survivre. Ce sont là les politiques de Maduro. La récente législation libéralisant le secteur des hydrocarbures a été entièrement élaborée et approuvée par Nicolás Maduro.

La dollarisation s'est diffusée à partir de la base, à mesure que les citoyens aspiraient à la stabilité ; le gouvernement a progressivement assoupli le contrôle des prix, autorisé une plus grande participation du secteur privé aux importations et à la distribution, et mis en place des solutions alternatives pour les ventes de pétrole. Il s'agissait d'adaptations pragmatiques imposées à la révolution bien avant le retour de Trump à la Maison-Blanche.

Comme je l'ai dit aux étudiant.e.s de l'Université des Communes, si le capitalisme à son stade avancé était (comme il le prétend) l'ordre naturel de la société, plutôt qu'une série d'institutions et d'arrangements entièrement artificiels conçus pour produire une concentration extrême des ressources entre les mains d'une élite, imposée en fin de compte par la violence de l'État, alors les États capitalistes n'auraient pas besoin d'écraser les États pratiquant d'autres systèmes, par des sanctions paralysantes et l'isolement des échanges de ressources et de capitaux, et en fin de compte par la force militaire.



Craig Murray



Regarder sur

Son idéologie fondatrice affirme que le capitalisme finira naturellement par triompher dans toute société grâce à sa plus grande bienveillance et à une distribution plus efficace des ressources. Pourtant, les dirigeants des États capitalistes cherchent constamment à anéantir tout État pratiquant un système alternatif. Ils agissent ainsi par crainte que leur

population n'entrevoit une voie meilleure que celle d'un travail forcé, tandis que la valeur produite par leur labeur se concentre entièrement entre les mains de la classe d'Épstein.

Nous ne saurons jamais comment la Révolution bolivarienne se serait développée sans les sanctions financières et commerciales qui l'ont paralysée.

Mais voici le point essentiel : le Venezuela a été ciblé en raison des succès extraordinaires du chavisme, et non parce qu'il était un État failli. La pauvreté a été réduite de plus de moitié. Le taux d'alphabétisation a dépassé celui des États-Unis. L'éducation et les soins de santé gratuits ont été instaurés. Le nombre de retraités a triplé. Les services publics ont été nationalisés. Un grand nombre de logements sociaux ont été construits. Ce sont ces réalisations qui ont précipité les sanctions.

L'effondrement économique de 2017 n'a pas été causé par les défaillances d'un système socialiste. L'effondrement – et la vague d'émigration massive qui s'en est suivie – a été entièrement causé par le régime de sanctions, et en particulier par le blocage de tous les systèmes de paiement et des transactions financières.

Il existe un point évident, rarement abordé : les sanctions – en particulier les sanctions financières qui bloquent les transactions de paiement internationales et les circuits bancaires habituels – ne se limitent pas à engendrer des difficultés.

Les sanctions alimentent activement la corruption.

Lorsqu'un gouvernement souverain est empêché de mener des activités commerciales et financières légitimes via les systèmes internationaux standards, il est contraint de se tourner vers ceux qui se spécialisent dans le contournement des sanctions, les réseaux de transfert informels et le blanchiment d'argent. Ces partenariats forcés avec des acteurs extérieurs à l'économie formelle contaminent ensuite l'appareil d'État lui-même, créant de nouvelles opportunités de corruption et d'abus.

Il s'agit d'un cercle vicieux prévisible, orchestré par la politique de Washington.

Les sanctions contraignent les États, pour survivre, à commettre des actes illégaux et entraînent leurs agents dans la spirale de la criminalité. Certaines critiques adressées au gouvernement Maduro doivent être envisagées sous cet angle ; et bien sûr, il n'existe, et n'a jamais existé, d'État totalement exempt de corruption.

Le régime de Maduro n'est pas l'échec que l'on décrit habituellement en Occident. L'économie a connu une remarquable reprise. Sous Maduro, le gouvernement a enregistré des succès tangibles en matière de sécurité publique. Le taux d'homicides a chuté de plus des deux tiers et les cartels de la drogue ont quasiment disparu des rues.

Des opérations d'envergure ont considérablement réduit la production et le trafic de stupéfiants sur le territoire vénézuélien. Le Venezuela a signalé des saisies de drogue record à la Commission des stupéfiants des Nations Unies : près de 66 tonnes pour la seule année 2025, un niveau jamais atteint depuis vingt ans. Selon les données de l'ONU (<https://www.craigmurray.org.uk/archives/2026/02/is-the-usa-controlling-venezuela/>), le Venezuela ne joue qu'un rôle marginal dans les flux mondiaux de cocaïne, et quasiment aucun dans la production. Il est totalement absent du trafic de fentanyl.

Maduro a remarquablement bien réussi à endiguer le trafic de drogue dans les rues du Venezuela. Son incarcération aux États-Unis, où il est accusé de « narcoterrorisme », témoigne de la décadence des États-Unis.

Parallèlement, le taux de criminalité global a fortement diminué. Des villes qui figuraient autrefois parmi les plus dangereuses au monde sont devenues nettement plus sûres pour leurs citoyens. Même les Vénézuéliens critiques envers le gouvernement reconnaissent cette amélioration de la vie quotidienne et de la sécurité personnelle. Il y a deux nuits à peine, je discutais avec une Vénézuélienne de retour d'Allemagne. Elle me confiait qu'avant, elle avait une peur bleue de se promener dans les rues de Caracas la nuit, mais qu'à présent, elle se sentait parfaitement en sécurité.

Il est important de comprendre quel type de socialisme le Venezuela a réellement pratiqué sous Chávez et Maduro.

Le projet bolivarien n'a jamais consisté en la nationalisation complète des moyens de production et de distribution envisagée par les textes marxistes classiques. Le Venezuela a toujours été une économie mixte. Sa particularité – et sa plus grande force – résidait dans la forte dépendance de l'État à l'égard de la propriété de l'ensemble des activités du secteur pétrolier, en amont et en aval, afin de consacrer d'importantes recettes publiques à des objectifs à vocation socialiste : l'éducation gratuite et universelle de la petite enfance à l'université, un service national de santé qui a implanté des dispensaires et des hôpitaux dans chaque quartier, une protection sociale étendue, des programmes de logement tels que la Gran Misión Vivienda, et des subventions garantissant l'accès à des produits alimentaires de base abordables pour les plus démunis.

La nationalisation des services publics – électricité, télécommunications, eau – suivait la même logique. À bien des égards, elle ressemblait au modèle social-démocrate occidental des années 1970, lorsque les gouvernements européens utilisaient l'impôt progressif pour financer l'État-providence tout en laissant une grande partie de l'économie entre les mains du secteur privé. L'ampleur du parc de logements sociaux abordables et de qualité au Venezuela est véritablement remarquable pour une économie en développement.

Ce qui distingue le bolivarien, et le rendait finalement plus radical, c'est le mouvement communal. Sa philosophie est authentiquement ancrée dans le peuple. Les communes ne sont pas nées de décrets du palais présidentiel de Miraflores ; ce sont des autogouvernements qui ont émergé de la base, des conseils communaux que les gens ordinaires des quartiers pauvres formaient pour résoudre leurs propres problèmes : réparer les routes, organiser la collecte des ordures, construire des dispensaires.

Chávez a conféré à ces structures communales organiques une reconnaissance constitutionnelle et un pouvoir légal, mais l'énergie venait des communautés elles-mêmes.

Dans les communes, la prise de décision est un exemple concret de démocratie directe : les assemblées débattent et votent sur l'affectation des fonds qui leur sont alloués. Le peuple décide de ses propres priorités. J'ai toujours été sceptique quant aux assemblées populaires et à la démocratie directe. Ma visite des communes vénézuéliennes m'a fait changer d'avis. Le facteur clé réside dans l'étonnante prévalence de l'éducation politique et de la conscience sociale au sein de la classe ouvrière vénézuélienne.

Pendant longtemps, les communes sont restées principalement un mécanisme de redistribution des revenus pétroliers, de manière plus démocratique et transparente. Mais il s'agissait encore, au fond, d'une social-démocratie teintée de rhétorique révolutionnaire : consacrer les rentes pétrolières à des biens sociaux.

Cependant, le mouvement communal n'est pas resté figé. Il a commencé à s'étendre, revendiquant la propriété collective des moyens de production et de distribution. De plus

en plus de communes gèrent désormais leurs propres petites usines, coopératives agricoles, boulangeries, abattoirs, groupements de transport et réseaux de distribution. J'ai discuté avec de hauts responsables gouvernementaux de la manière d'utiliser les entreprises communales comme fer de lance dans les secteurs libéralisés de l'économie, afin de socialiser les profits.

Les communes ne se contentent plus de recevoir et de dépenser des fonds publics, mais s'orientent vers le contrôle de la création et de la répartition des richesses. C'est ce changement qualitatif qui distingue le socialisme bolivarien de l'étatisme-providence des années 1970.

En 2025, Maduro a créé l'Université des Communes. Celle-ci vise à dispenser un enseignement pratique de niveau universitaire dans les domaines particulièrement utiles aux communes, allant de l'administration publique au génie électrique en passant par l'agriculture. La production agricole est un secteur où sont présentes la plupart des plus de 7 000 communes vénézuéliennes.

L'agriculture vénézuélienne s'est effondrée bien avant Chávez, comme dans de nombreux pays pétroliers.

Mon premier poste diplomatique à l'étranger fut au Nigéria en 1986, en tant que deuxième secrétaire (Agriculture et Ressources en eau). La statistique qui m'a le plus marqué était celle-ci : en seulement huit ans, le Nigéria est passé du statut de premier exportateur mondial d'huile de palme à celui de premier importateur. Les monnaies indexées sur le pétrole rendent souvent les exportations agricoles non compétitives et les produits agricoles importés moins chers que les produits locaux.

Cela a provoqué l'effondrement des secteurs du cacao, du café, du maïs et d'autres secteurs agricoles du Venezuela des décennies avant l'arrivée au pouvoir de Chávez.

Les communes relancent la production agricole à partir de la base. J'ai visité la commune de Vittoria, non loin de l'université. Elle compte plus de 20 unités de production agricole, et les étudiants participaient à la construction d'enclos à bétail en bambou, en remplacement des barrières en fer, désormais interdites d'importation en raison des sanctions occidentales.



À l'autre bout du processus de production, j'ai visité le siège social du métro à Caracas le jour où tous les employés et retraités du métro reçoivent leurs colis mensuels comprenant de l'huile de cuisson, des pâtes, de la farine, des œufs, de la viande et des fruits en conserve, tous ces produits étant désormais fabriqués au Venezuela, et la quasi-totalité étant de nouveaux produits depuis la crise de 2018.



Ce qui frappe chaque visiteur, c'est l'extraordinaire connaissance de la philosophie socialiste au sein de la population. Dans les communes, les universités boliviennes, les cercles d'éducation politique, les gens ordinaires discutent avec une réelle expertise de la différence entre social-démocratie et socialisme, du rôle de la commune comme « tissu cellulaire » de la société nouvelle, et de la nécessité de passer de la distribution à la production.

L'idéologie se vit au quotidien. J'ai entendu des adolescents et des commerçants citer Chávez et Marx avec aisance, persuadés que leurs interlocuteurs les suivraient.

Ce sont là les fondements du socialisme bolivarien que Delcy Rodríguez s'efforce aujourd'hui de préserver et de sauvegarder face à l'offensive de Trump : l'État social-démocrate financé par le pétrole, les services publics nationalisés, les structures de démocratie directe des communes et les initiatives visant à généraliser l'affirmation de la propriété populaire sur la production.

À titre d'exemple : le Venezuela possède les plus belles plages des Caraïbes que j'aie jamais vues. Elles rivalisent avec celles de l'île Maurice ou des Maldives. Ce sont mes propres photos, sans retouche.





Ce qui est remarquable, c'est que toutes les personnes que l'on croise sont des Vénézuéliens ordinaires. Pas un touriste étranger à l'horizon : ni bar, ni restaurant, ni hôtel n'accapare les plages et ne les couvre de transats. À la place, on voit des familles vénézuéliennes heureuses, glacières à la main, profitant gratuitement de la journée. Car, exception faite d'Isla Margarita, la Révolution bolivarienne protège les centaines de kilomètres de plages de sable blanc du Venezuela grâce à des parcs nationaux.

Là où le chavisme voit un atout précieux pour le peuple et un habitat exceptionnel à préserver, la vision du monde de Kushner et Machado ne voit que des milliards de dollars de terrains de choix en bord de mer, mûrs pour la construction de copropriétés et d'immenses hôtels. N'oubliez pas un seul instant qu'ils ne les convoitent pas dans le cadre de leur mainmise impérialiste. Ils ne veulent pas voir les Vénézuéliens s'amuser en famille sur ces plages. Ils veulent les réserver aux touristes états-uniens et israéliens, avec pour seuls visiteurs des Vénézuéliens en chemise blanche et nœud papillon, servant des boissons sur des plateaux.

Cela peut paraître une petite digression, mais c'est, à mon sens, un symbole puissant et poignant du choc des visions du monde qui est au cœur de la lutte au Venezuela.

L'opposition souhaite démanteler tout cet édifice. Machado s'est engagé à abolir les communes, à privatiser les services publics et à rétablir le modèle vénézuélien d'avant Chávez, où la richesse pétrolière profitait à une infime élite et aux multinationales, tandis que la majorité n'existait que pour servir. La mission de Delcy est de maintenir le cap afin que les communes, et la conscience qu'elles ont engendrée, puissent continuer à se développer, tout en préservant l'accès universel à l'éducation, aux soins de santé et à la protection sociale.

Voici la réalité à laquelle Delcy Rodríguez est désormais confrontée : Trump a imposé un blocus naval physique aux exportations de pétrole vénézuélien. Des pétroliers transportant du pétrole vénézuélien vers des acheteurs non agréés par les États-Unis ont été arraisonnés par la marine américaine. Les États-Unis ont ainsi, par la force militaire, pris le contrôle des ventes de pétrole brut vénézuélien.

Les recettes ont d'abord été versées sur un compte contrôlé par les États-Unis au Qatar, puis transférées sur des comptes du Trésor états-unien. Les versements au gouvernement Rodríguez sont discrétionnaires et ponctuels ; par exemple, seuls 300 millions de dollars sur les 500 premiers ont été débloqués, et leur utilisation nécessitait l'approbation des États-Unis. Ce mécanisme fonctionne en vertu des pouvoirs d'urgence du pouvoir exécutif états-unien, mais sans aucune autorité vénézuélienne. Delcy Rodríguez n'y a pas consenti. C'est totalement illégal à tous égards. Le blocus naval, la saisie des pétroliers, le détournement des recettes pétrolières : tout cela est absolument contraire au droit international. Je ne comprends pas précisément quelle « urgence » justifie les pouvoirs de Trump, même au regard du droit interne états-unien. Les États-Unis n'ont aucun traité ni mandat international avec le Venezuela les autorisant à s'emparer du pétrole vénézuélien et à le vendre. Il s'agit d'un vol pur et simple. En contrôlant les pétroliers, Washington s'est emparé de la seule source significative de recettes en devises étrangères du Venezuela et a paralysé le gouvernement de Delcy Rodríguez. Le pétrole représente plus de 70 % des recettes de l'État vénézuélien.

Les cargaisons de pétrole approuvées par les États-Unis sont désormais vendues sur le marché international, mais les recettes ne sont pas versées à Caracas. Elles sont, chose incroyable, versées au Trésor américain. Le régime Trump effectue des versements ponctuels au gouvernement vénézuélien – la part qu'il juge opportune, quand il le juge opportun – pour permettre le maintien des fonctions essentielles de l'État. C'est un système entièrement dicté par les caprices de Donald Trump, qui contrôle un autre État souverain. Ce système est moins structuré que l'autorité d'occupation formelle imposée par les États-Unis à l'Irak après 2003, mais le principe est identique. Les revenus pétroliers irakiens sont traités de cette manière depuis 25 ans. Nombreux sont ceux qui ignorent que la totalité des revenus pétroliers irakiens est détournée vers les comptes du Trésor américain : les médias traditionnels ne le disent jamais.

C'est le modèle colonial classique. C'est exactement ainsi que la Compagnie britannique des Indes orientales administrait les États princiers de l'Inde aux XVIIIe et XIXe siècles : le souverain local conservait un rôle purement nominal, mais les impôts étaient perçus par les Britanniques et le souverain local recevait ce qu'il souhaitait. Les hauts fonctionnaires de la Compagnie des Indes orientales en poste portaient d'ailleurs le titre de « collecteur ».

Les médias occidentaux parlent de « sauvegarde », de « protection » ou de « levier » ; la réalité, c'est du pur et simple piratage. Certes, il existe aujourd'hui au Venezuela d'autres secteurs économiques de production nationale et d'exportation qui alimentent la croissance économique du pays hors du champ états-unien. Par ailleurs, Delcy Rodríguez ne dispose pas aujourd'hui d'une force militaire suffisante pour riposter. La marine vénézuélienne ne peut rivaliser avec la flotte états-unienne, tandis que les bombardiers géants des États-Unis peuvent atteindre Caracas avec des bombes de 900 kg directement depuis les bases aériennes états-uniennes en Floride. Toute tentative de résistance ouverte déclencherait un changement de régime militaire états-unien, synonyme de massacre.

Rodríguez est donc en partie obligée à négocier avec les occupants la part des fonds vénézuéliens qu'elle est autorisée à dépenser pour son peuple. Elle est contrainte d'accueillir une série de visites écœurantes de sbires de Trump, qui humilient et veulent piller ouvertement le Venezuela. Prétendre que Rodríguez souhaite cela, et a fortiori qu'elle l'a orchestré, est absurde.

J'ai vu des critiques de la gauche occidentale, selon lesquelles le Venezuela aurait dû se battre, devrait encore se battre, devrait rejoindre la résistance anti-impériale. J'ai vu des Vénézuéliens critiqués comme étant des « vendus ».

Rares sont ceux qui, parmi ceux qui formulent ces critiques, ont pris les armes (un AK-47 à la main) pour combattre une superpuissance qui a ouvertement renoncé à toute prétention de respecter le droit de la guerre en matière de protection des civils et des infrastructures. C'est certes une option, mais le nombre de morts serait effroyable et le Venezuela serait condamné à de longues années de guerre civile et d'occupation militaire états-unienne.

C'est une option suicidaire, comme Maduro l'a lui-même reconnu.

Delcy Rodríguez vit sous un fardeau presque insupportable. Socialiste de toujours, son père ayant été torturé à mort (<https://venezuelanalysis.com/analysis/6384/>) par les services de sécurité vénézuéliens contrôlés par la CIA, elle se retrouve aujourd'hui prisonnière des États-Unis. Le Venezuela n'est pas l'Iran. Il ne possède ni les capacités militaires, ni la profondeur stratégique, ni les alliances nécessaires pour lutter contre les États-Unis. Si Trump décidait un jour d'un changement de régime radical – et il en est capable –, il en résulterait un bain de sang immédiat et l'anéantissement total des acquis sociaux de vingt-cinq ans de chavisme.

Pour éviter cette catastrophe, Rodríguez doit apaiser Trump. Elle doit tenir le discours de libéralisation économique que Washington souhaite entendre, même si les changements politiques concrets se limitent à un léger ajustement à droite dans une économie qui demeure globalement mixte. Les acquis sociaux-démocrates fondamentaux – l'éducation, la santé, le logement, les retraites et la protection sociale, les services publics – sont préservés. Delcy Rodriguez a réitéré son exigence (<https://avn.info.ve/delcy-rodriguez-exige-levantamiento-de-sanciones-de-cara-a-nueva-etapa-de-desarrollo/>) de la levée immédiate des sanctions états-uniennes et de l'UE (<https://www.counterpunch.org/2026/03/27/us-sanctions-on-venezuela-continue/>), répétant

qu' »elle en avait assez de revoir des ordres de Washington (<https://cnnspanol.cnn.com/2026/01/26/venezuela/delcy-rodriguez-suficiente-ordenes-estados-unidos-trax>)« . Elle consacre une journée par semaine à visiter et à appuyer un autogouvernement communard, rappelant que « *le pouvoir populaire reste l'épine dorsale de la révolution bolivarienne* (<https://www.comunas.gob.ve/2026/01/15/delcy-rodriguez-ratifico-poder-popular-columna-vertebral-estado-venezolano/>)« . En fait, la stratégie de Rodríguez est donc celle d'une endurance farouche : se retrancher derrière des positions tendues, préserver ce qui peut l'être et attendre un changement de cap politique à Washington. Des sources très proches d'elle évoquent régulièrement les élections de mi-mandat de novembre aux États-Unis comme le prochain tournant possible.

Le drame, c'est que cette femme doit veiller à ce que l'image qu'elle renvoie à l'étranger, depuis Washington, soit celle d'une traîtresse à sa classe et à son pays. Elle ne peut pas critiquer ouvertement Trump avec trop de véhémence sans risquer de provoquer le psychopathe et de le pousser à la violence même qu'elle tente d'éviter. Un ami qui la connaît depuis des décennies m'a dit : « Elle fait tout son possible pour maintenir la paix en ces temps de guerre. »

Il existe des preuves très concrètes de la loyauté de Rodríguez envers Maduro. Loin d'effacer Maduro ou de se présenter comme le nouveau visage de la révolution, Delcy Rodríguez a recouvert le Venezuela de panneaux d'affichage et d'œuvres de street art « Libérez Nicolás et Cilia », sans jamais diffuser de contenu à sa gloire ni chercher à construire son propre culte de la personnalité. Ce symbolisme public constitue un puissant contrepoids, dans la réalité, aux récits de déloyauté ou de trahison.



L'une de mes critiques personnelles du chavisme est son culte excessif de la personnalité.

Or, il est essentiel de souligner que Rodríguez fait exactement le contraire de chercher à se mettre en avant.

La plupart des détracteurs de Rodríguez, notamment ceux des médias et commentateurs occidentaux, connaissent très peu le Venezuela. Ce que le public occidental croit savoir est souvent à l'opposé de la vérité ; la capacité des médias occidentaux à perpétuer un récit mensonger est frappante lorsqu'on visite le pays.

J'ai passé au total six semaines au Venezuela, en deux voyages, à discuter avec des étudiants, des diplomates, des responsables syndicaux, des militants communaux et des membres du gouvernement – sans oublier de nombreux barmans. Ce que j'ai vu et entendu me convainc avant tout d'une chose : Delcy Rodríguez n'est pas une traîtresse. C'est une socialiste qui fait ce qu'elle peut dans cette situation désespérée : gagner du temps pour que la Révolution bolivarienne survive.

### Craig Murray



[\\_ \(https://venezuelainfos.wordpress.com/wp-content/uploads/2026/03/cjm-1.jpg\)](https://venezuelainfos.wordpress.com/wp-content/uploads/2026/03/cjm-1.jpg)

L'auteur : **Craig John Murray** (né le 17 octobre 1958) est un historien et journaliste écossais, ancien diplomate. Alors qu'il était ambassadeur britannique en Ouzbékistan (2002-2004), il a dénoncé les violations des droits de l'homme commises dans ce pays par le régime de Karimov. Cela a conduit à un conflit avec ses supérieurs au ministère des Affaires étrangères, jusqu'à ce qu'il soit finalement démis de ses fonctions. Devenu militant politique, il a mené des campagnes pour la transparence dans la politique mondiale, ainsi que pour l'indépendance de l'Écosse. Entre 2007 et 2010, il a été élu recteur de l'université de Dundee. Parmi ses ouvrages figurent deux mémoires, le premier sur son séjour en Asie centrale, *Murder in Samarkand* ([https://en.wikipedia.org/wiki/Murder\\_in\\_Samarkand](https://en.wikipedia.org/wiki/Murder_in_Samarkand)) (2006), puis *The Catholic Orangemen of Togo: and other Conflicts I Have Known* (<https://www.amazon.com/-/es/Craig-Murray/dp/0956129900>) (2009), sur ses premières années de carrière en Afrique de l'Ouest ; ainsi qu'une biographie historique, *Sikunder Burnes: Master of the Great Game* (<https://www.amazon.com/Sikunder-Burnes-Master-Great-Game/dp/1780274513>) (2016), consacrée à *Alexander Burnes* ([https://en.wikipedia.org/wiki/Alexander\\_Burnes](https://en.wikipedia.org/wiki/Alexander_Burnes)) et à la rivalité entre les empires britannique et russe du XIXe siècle pour l'influence en Asie ([https://en.wikipedia.org/wiki/Great\\_Game](https://en.wikipedia.org/wiki/Great_Game)).

**Source** : <https://www.craigmurray.org.uk/archives/2026/03/the-weight-on-delcy-rodriguez/> (<https://www.craigmurray.org.uk/archives/2026/03/the-weight-on-delcy-rodriguez/>)

Pour aider l'auteur dans ce travail de réinformation indépendante : <https://www.gofundme.com/f/independent-and-true-reporting> (<https://www.gofundme.com/f/independent-and-true-reporting>)

**Traduction** : Thierry Deronne

**URL de cet article :** <https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/03/31/que-se-passe-t-il-au-venezuela-par-craig-john-murray/> (<https://venezuelainfos.wordpress.com/2026/03/31/que-se-passe-t-il-au-venezuela-par-craig-john-murray/>)

---

## En savoir plus sur

Abonnez-vous pour recevoir les derniers articles par e-mail.

## Une réponse

1. Pingback: **Que se passe-t-il au Venezuela ? | Mes coups de coeur**
2. Pingback: **Amérique latine & Caraïbes – Avril**
3. Pingback: **Politique – Avril**

Site Web créé avec WordPress.com.